

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria  
du 26 septembre au 3 octobre 2025

### Classement des plus grandes banques d'Afrique du Sud selon leur capital Tier 1

Classement SA	Mondial	Banque	2024 T1C (\$m)	2025 T1C (\$m)	Evolution
1	155	Standard Bank	11,923	13,001	+9.0%
2	175	FirstRand	9,669	11,107	+14.9%
3	212	Absa	7,912	8,456	+6.9%
4	281	Nedbank	5,620	5,856	+4.2%
5	501	Investec	2,301	2,582	+12.2%
6	519	Capitec	2,041	2,463	+20.7%
		<b>Total</b>	<b>39,466</b>	<b>43,465</b>	<b>+10.1%</b>

Source : [BusinessTech](#)

## AGOA expire, opportunité pour diversifier le commerce et l'industrie africaine

Depuis 2000, l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) a offert à 32 pays d'Afrique subsaharienne un accès préférentiel à plus de 1 800 produits sur le marché américain, représentant près de 10 Mds USD d'importations américaines en 2023. L'expiration du programme fin septembre 2025, couplée aux nouveaux droits de douane imposés depuis le 7 août dernier par l'administration américaine, fait bondir les droits de douane moyens pour les pays bénéficiaires de 0,5 % à près de 30% pour l'Afrique du Sud, menaçant les exportations de textile et agroalimentaire, secteurs clés pour l'emploi et la diversification économique. Le Lesotho, taxé à hauteur de 15%, dépend d'AGOA pour un tiers de ses exportations, employant 30 000 à 40 000 personnes, majoritairement des femmes.

Face à la perte d'accès au marché américain après l'expiration de l'AGOA, les pays africains pourraient se tourner vers le commerce intra-africain via la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Selon Joseph Lyimo, partenaire de PwC Tanzanie, la Zlecaf représente une opportunité majeure pour stimuler le commerce régional et renforcer la résilience économique, alors que le commerce intra-africain ne représente encore que 14 % des échanges du continent, contre 66 % pour l'Europe. Les communautés économiques régionales, telles que la SADC ou la CEDEAO, seront déterminantes pour exploiter les avantages commerciaux spécifiques de chaque région, tout en évitant de remplacer une dépendance aux États-Unis par une dépendance accrue à la Chine ou à l'Europe. Selon PwC, même un transfert partiel des exportations américaines vers le marché africain pourrait favoriser la diversification, soutenir l'industrialisation et créer de nouvelles chaînes de valeur sur le continent.

# Sommaire :

## Afrique australe

- Tractations autour d'une potentielle offre panafricaine de rachat du géant du diamant De Beers (Miningmx)
- L'Union européenne mobilise 545 M EUR pour accélérer la transition énergétique en Afrique (Commission Européenne)

## Afrique du Sud

- L'économie sud-africaine a détruit 80 000 emplois au deuxième trimestre 2025 (StatsSA)
- Eskom renoue avec la rentabilité en réalisant 16 Mds ZAR de bénéfice net, mais doit toujours relever d'importants défis financiers et opérationnels
- La Banque Européenne d'Investissement mobilise 350 M EUR pour la décarbonation de Transnet dans le cadre du Just Energy Transition Partnership (JET-P) (Banque Européenne d'Investissement)
- Le conglomérat sud-africain Naspers via sa filiale néerlandaise Prosus rachète la plateforme automobile française de référence La Centrale (Prosus)

## Angola

- Inauguration à Luanda par le groupe Raxio d'un centre de données certifié Tier III
- Le FMI prévoit une réduction des réserves internationales de 3,1 Mds USD d'ici 2026

## Botswana

- Le FMI conclut sa mission annuelle d'analyse économique « Article IV » au Botswana (FMI)

## Mozambique

- Décision Finale d'Investissement de plus de 7 Mds USD pour le projet Coral North au Mozambique

## Zambie

- Afreximbank engage l'arbitrage sur la restructuration de sa dette (Bloomberg)
- L'inflation ralentit au mois d'août (ZamStats)
- Annonce d'une concession chinoise de 30 ans pour le corridor logistique de TAZARA (Tanzanie-Zambie) pour 1,4 Mds USD (Business Insider Africa)

# Afrique australe

## Tractations autour d'une potentielle offre panafricaine de rachat du géant du diamant De Beers (*Miningmx*)

L'Angola a soumis une offre pour acquérir une participation minoritaire dans De Beers, avec l'ambition de créer un consortium panafricain réunissant l'Angola, le Botswana, la Namibie et l'Afrique du Sud. Cette annonce intervient dans un contexte de révision stratégique d'Anglo American, propriétaire de De Beers, qui cherche à se désengager de son actionnariat de 85% évaluée à près de 4,9 Mds USD. En effet, la faiblesse prolongée de la demande de diamants, de même que le recentrage stratégique du groupe en cours de fusion avec le canadien Teck, poussent Anglo American à chercher un acheteur potentiel.

Actionnaire minoritaire à hauteur de 15%, le Botswana a déjà exprimé son intention de prendre une participation majoritaire dans l'entreprise, désormais soutenue par l'Angola, malgré une situation financière difficile. Toutefois, la Namibie, où De Beers possède des actifs à l'instar de l'Angola et du Botswana, se montre plus réservée. Son vice-Premier ministre, Natangwe Ithete, a appelé à la prudence face à l'érosion de la demande mondiale et à la montée des diamants de synthèse, tout en réaffirmant la solidité de son partenariat avec De Beers via Namdeb et Debmarine.

De Beers attirerait aussi l'intérêt de fonds qatariens et d'investisseurs indiens dont le milliardaire Anil Agarwal. Pour rappel, plus de 80% des diamants naturels sont taillés et polis dans la région indienne du Gujarat.

## L'Union européenne mobilise 545 M EUR pour accélérer la transition énergétique en Afrique (*Commission Européenne*)

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé le 30 septembre 2025 un plan de 545 M EUR dans le cadre de l'initiative *Scaling Up Renewables in Africa*, visant à accélérer la transition énergétique sur le continent. Cette annonce a été faite conjointement avec le président sud-africain Cyril Ramaphosa dans le cadre de l'Assemblée Générale des Nations Unies et s'inscrit dans l'initiative du plan d'investissement européen *Global Gateway*.

Cette enveloppe, qui combine différents outils de prêts, subventions, et fourniture d'expertise, soutiendra des projets de production et de transmission d'énergies renouvelables dans plusieurs pays africains. Ce sera notamment le cas au Lesotho, où un montant de 25,9 M EUR sera investi dans les énergies renouvelables via le programme *Renewable Lesotho*, et au Mozambique (13 M EUR pour soutenir la transition énergétique bas carbone et encourager l'implication du secteur privé).

La campagne *Scaling Up Renewables in Africa* est soutenue par l'Agence internationale de l'énergie et vise à mobiliser capitaux et expertise pour tripler la capacité d'énergie renouvelable et doubler l'efficacité énergétique sur le continent, avec un point d'orgue prévu lors du Sommet des Chefs d'Etats lors du G20 en Afrique du Sud fin novembre 2025. Cette initiative a pour ambition de créer jusqu'à 38 M d'emplois verts d'ici 2030 tout en renforçant la résilience des systèmes énergétiques africains.

# Afrique du Sud

## L'économie sud-africaine a détruit 80 000 emplois au deuxième trimestre 2025 (StatsSA)

D'après la dernière publication de StatsSA relative au marché du travail, 80 000 postes ont été détruits dans le secteur formel non-agricole au deuxième trimestre (- 0,8 % par rapport au trimestre précédent), qui comptabilise au total 10,51 millions d'emplois. Cette baisse touche principalement les secteurs des services communautaires (- 53 000 emplois, - 1,9 %), du commerce (- 10 000, - 0,4 %), de la manufacture (- 9 000, - 0,7 %), de la construction (- 7 000, - 1,2 %), du transport (- 2 000, - 0,4 %) et des services aux entreprises (- 2 000, - 0,1 %). En revanche, l'emploi a progressé dans les secteurs minier (+ 2 000, + 0,4 %) et électricité (+ 1 000, + 1,6 %).

La diminution des postes a affecté à la fois les emplois à temps plein (- 44 000, - 0,5 %) et les emplois à temps partiel (- 36 000, - 3,2%). Toutefois, le salaire mensuel moyen des employés du secteur formel non-agricole a augmenté de 3,4 %, pour atteindre 29 290 ZAR (1 452 EUR), nettement au-dessus de l'inflation sur la période (0,8 %), traduisant un renforcement du pouvoir d'achat des ménages.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Change USD/ZAR	+0,44%	-1,08%	17,28
Change EUR/ZAR	-0,12%	+5,21%	20,17
Bourse (JSE ZAC)	+0,98%	+3,10%	12 880

## Eskom renoue avec la rentabilité en réalisant 16 Mds ZAR de bénéfice net, mais doit toujours relever d'importants défis financiers et opérationnels

Eskom a enregistré un bénéfice net de 16 Mds ZAR (773 M EUR) pour l'exercice clos en mars 2025, après une perte de 55 Md ZAR (2,66 Mds EUR) l'année précédente. Cette amélioration résulte de la réduction des coûts de production, de la maîtrise des dépenses liées aux turbines à cycle ouvert (peakers utilisés pour compenser les déficits temporaires de production électrique), d'une hausse tarifaire de 12,7 % et d'une baisse de 14 % du coût de l'énergie primaire. Les délestages électriques ont fortement reculé, avec seulement 175 heures de coupures d'électricité sur l'année (contre 6 367 heures sur l'exercice précédent).

Le groupe prévoit de réinvestir plus de 320 Mds ZAR (15,8 Mds EUR) dans ses infrastructures pour renforcer la production et moderniser le réseau. Toutefois, les défis restent importants, notamment une dette de la part des municipalités qui s'élève à 94,6 Mds ZAR (4,68 Mds EUR) (+ 27 %) et des lacunes importantes dans les contrôles internes.

Eskom ambitionne toutefois de retrouver une notation *investment-grade* d'ici trois à cinq ans, en poursuivant sa discipline financière, en réduisant sa dette et en s'appuyant sur ses flux de trésorerie opérationnels, avec un retour progressif sur les marchés financiers à partir de 2028, incluant des obligations liées au développement durable.

**La Banque Européenne d'Investissement mobilise 350 M EUR pour la décarbonation de Transnet dans le cadre du Just Energy Transition Partnership (JET-P) (Banque Européenne d'Investissement)**

La Banque européenne d'investissement (BEI) va accorder à Transnet un prêt de 350 M EUR, signé en novembre 2024, pour financer son programme de modernisation, dans le cadre du Just Energy Transition Partnership (JET-P). Ce financement, intégré à l'engagement de 1,03 Md EUR pris par l'UE lors de la COP26 en 2021, contribuera à la décarbonation des secteurs du transport et de la logistique sud-africains. Cette initiative de financement s'inscrit également dans le cadre du *Global Gateway*, la stratégie extérieure de l'UE en faveur des infrastructures durables.

Les fonds permettront la réhabilitation des infrastructures ferroviaires et portuaires, ainsi que le développement de la chaîne de valeur de l'hydrogène vert. Parallèlement, une assistance technique de 16 M EUR (extensible de 4 M EUR) appuiera la préparation et la mise en œuvre des projets, en garantissant leur conformité environnementale et sociale.

L'opération doit favoriser le report modal route-rail, réduire les externalités négatives du transport et renforcer la compétitivité logistique du pays, tout en inscrivant Transnet dans la transition énergétique soutenue par le JET-P. La France est l'un des principaux membres de cette coalition en Afrique du Sud, à hauteur de 1 Md EUR.

Pour rappel, Transnet prévoit environ 6,5 Mds EUR d'investissements d'ici 2030. L'objectif est de couvrir les remboursements de dette sur les cinq prochaines années, préserver la liquidité du groupe (perte nette de 350 M EUR pour l'exercice 2023/24 et une dette s'élevant à 6,2 Mds EUR) et accompagner la mise en œuvre d'une ambitieuse transformation du logisticien national. Transnet a l'ambition de passer de 160 à 250 M de tonnes d'ici 2030. L'objectif est également d'améliorer le fonctionnement de ses ports qui viennent à nouveau d'être désignés par la Banque Mondiale comme parmi les moins performants au monde.

## **Prosus, filiale néerlandaise du conglomérat sud-africain Naspers, rachète la plateforme automobile française de référence La Centrale (Prosus)**

Le conglomérat sud-africain Naspers, historiquement ancré dans les médias mais désormais centré sur les technologies numériques et les plateformes d'e-commerce, renforce son empreinte mondiale. Via sa filiale (57%) néerlandaise Prosus et le groupe de petites annonces OLX, Naspers a annoncé l'acquisition de La Centrale, plateforme automobile française de référence, auprès du fonds Providence Equity Partners, pour un montant de 1,1 Mds EUR. La transaction, entièrement en numéraire, devrait être finalisée d'ici la fin de l'année.

Cette opération illustre la volonté du groupe de bâtir un écosystème européen intégré autour du e-commerce et des services numériques à forte rentabilité. Elle intervient dans la foulée du rachat de la plateforme de livraison de repas Just Eat Takeaway pour environ 4,1 Mds EUR, confirmant la stratégie d'expansion de Prosus.

Déjà présent dans huit pays via OLX, Naspers fait ainsi son entrée sur le marché français, l'un des plus dynamiques d'Europe pour les véhicules d'occasion. Ce mouvement s'inscrit dans la continuité de sa tentative, en 2021, de rachat de WeBuyCars, principal acteur sud-africain du véhicule d'occasion, pour environ 70 M EUR — une opération finalement bloquée par les autorités locales de la concurrence.

Fondée il y a près de 60 ans, La Centrale s'est imposée comme un acteur incontournable du secteur automobile français, avec environ 4,5 M de visiteurs uniques mensuels et plus de 350 000 annonces actives. Grâce à un modèle fondé

sur la data et l'intelligence artificielle, la plateforme accompagne déjà plus de 10 000 professionnels dans leur transformation digitale. Avec ce rachat, Naspers entend consolider sa position parmi les leaders mondiaux des services numériques liés à la mobilité.

Avec cette acquisition, Naspers devient l'un des rares groupes sud-africains à investir en France, rejoignant des acteurs comme le groupe pharmaceutique Aspen et le groupe minier Sibanye-Stillwater actifs respectivement en France via un site de Notre-Dame-de-Bondeville près de Rouen, spécialisé dans les médicaments génériques injectables, et une usine de raffinerie de nickel à Sandouville en Seine Maritime.

## Angola

### **Inauguration à Luanda par le groupe Raxio d'un centre de données certifié Tier III**

Le groupe Raxio a inauguré son centre de données à Luanda, en présence du ministre angolais des télécoms et de son CEO de nationalité danoise. Ce projet a débuté en juin 2022 et représente un investissement de 30 M USD pour sa première phase (9 700 m<sup>2</sup> de surface construite). Il s'agit du 6<sup>ème</sup> centre de données de Raxio en Afrique, après l'Ouganda, l'Ethiopie, la RDC, la RCI et le Mozambique. Il a été certifié Tier III par l'Uptime Institute (les Tiers sont des niveaux de certification, de Tier I à Tier IV, le IV étant le plus avancé) qui mesurent la fiabilité et la redondance. Un data center Tier III est très fiable, capable d'assurer la continuité du service même pendant la maintenance. Ce centre de données est également de type « Carrier Neutral », c'est-à-dire qu'il n'appartient pas à un seul opérateur télécom, plusieurs opérateurs et fournisseurs d'accès internet pouvant s'y connecter et les clients hébergés pouvant choisir librement leur fournisseur de connectivité. Il s'agit du seul centre de

données de ce niveau en Angola. Il emploiera 15 employés. Le démarrage de l'activité va s'effectuer dès maintenant, entre 20 et 50 clients (Angola Cables, banques etc.) ayant été identifiés. Le groupe Raxio a été créé en 2018. Son siège est à Amsterdam et sa plus importante filiale est à Dubaï. Il a comme actionnaires la société américaine Roha Group (47 %) et le groupe français Meridiam (47 %), le reste étant détenu par les employés.

### **Le FMI prévoit une réduction des réserves internationales de 3,1 Mds USD d'ici 2026**

Selon le FMI, les réserves internationales de l'Angola devraient connaître une forte érosion au cours des deux prochaines années, passant d'un niveau actuel de 15,7 Mds USD à 12,6 Mds en 2026. Cette contraction de 3,1 Mds USD, soit près de 20 % en un an, reflète la fragilité persistante de l'économie angolaise, toujours largement tributaire des revenus pétroliers. La baisse des recettes liées au pétrole pèse sur la disponibilité de devises étrangères, ce qui oblige le pays à puiser dans ses réserves pour soutenir son équilibre externe et ses engagements financiers. Le FMI alerte sur les risques que cette tendance fait peser sur la stabilité monétaire et sur la crédibilité financière de l'Angola. Un affaiblissement marqué des réserves réduit en effet la capacité des autorités à défendre la valeur du kwanza et complique le service de la dette extérieure. Dans le même temps, l'État s'oriente de plus en plus vers des financements de court terme, contractés à des taux élevés et adossés à des garanties qui peuvent se révéler coûteuses, ce qui accentue la vulnérabilité budgétaire. Face à ces difficultés, dans le cadre de la loi de finances 2025, le gouvernement a obtenu une dérogation qui autorise la BNA à prêter jusqu'à 2 Mds USD directement au Trésor. Cette mesure exceptionnelle, qui contourne les limites imposées par l'indépendance statutaire de la banque centrale, est jugée préoccupante par le FMI car elle risque d'affaiblir l'autonomie de la

BNA et de réduire la confiance des investisseurs dans la solidité de la politique monétaire angolaise. Cette autorisation de la loi de finances peut même être considérée comme inutile, car la loi sur la banque centrale autorise le prêt de 10 % des recettes courantes de l'exercice précédent. Elle compromet l'indépendance de la BNA consacrée par la Constitution elle-même et peut éventuellement conduire à une violation de la loi sur la BNA, qui oblige cette dernière à rembourser les prêts accordés à l'État en espèces l'année où ils sont accordés. Or cette disposition exceptionnelle de la loi de finances prévoit que le remboursement peut être effectué avec des titres de créance à cinq ans. La combinaison d'une baisse des recettes pétrolières, d'un recours croissant à l'endettement de court terme et d'un affaiblissement des réserves internationales met l'Angola face à un risque de déséquilibre macroéconomique. Pour éviter que cette trajectoire n'hypothèque la stabilité future, le FMI insiste sur la nécessité d'une plus grande discipline budgétaire, d'une diversification économique urgente et d'une réduction de la dépendance aux financements d'urgence.

## Botswana

### **Le FMI conclut sa mission annuelle d'analyse économique « Article IV » au Botswana (FMI)**

À l'issue de sa mission annuelle d'analyse économique (dite mission « Article IV »), le Fonds monétaire international (FMI) a publié ses premières conclusions sur la situation économique du Botswana. Après une croissance de 3,2 % en 2023, l'économie s'est contractée de 3 % en 2024, pénalisée par une forte baisse des revenus issus de la production de diamants (-24 %), dans un contexte de concurrence accrue des diamants synthétiques et de recul de la demande chinoise. L'activité non liée à l'exploitation des ressources

naturelles a ralenti à 2,8 %. Le compte courant est passé d'un excédent de 1,5 % du PIB en 2023 à un déficit de 4,2 % en 2024. Parallèlement, l'inflation est restée sous la cible de 3 % à 6 % fixée par la Banque du Botswana. Le déficit budgétaire s'est creusé à 7,1 % du PIB sur l'exercice 2024/25, sous l'effet du repli des recettes minières et de la hausse des dépenses courantes. Le FMI prévoit une nouvelle contraction du PIB de 1 % en 2025. À moyen terme, la croissance pourrait toutefois dépasser 4 %, à condition que le pays mette en œuvre des réformes structurelles. L'institution recommande notamment l'application complète du Programme d'évaluation du secteur financier de 2023, ainsi que des mesures visant à accroître les recettes domestiques, rationaliser la dépense publique et la masse salariale, réformer les entreprises publiques, améliorer le climat des affaires et approfondir les marchés financiers.

## Mozambique

### **Décision Finale d'Investissement de plus de 7 Mds USD pour le projet Coral North au Mozambique**

Le 2 octobre 2025, l'énergéticien italien ENI et ses partenaires (CNPC, Kogas, ENH et XRG) ont pris la Décision Finale d'Investissement (DFI) pour développer, via un investissement supérieur à 7 Mds USD, le projet de production de LNG en off-shore Coral North FLNG, situé en eaux profondes au large de Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique. La signature a eu lieu à Maputo, en présence du Président du Mozambique, Daniel Francisco Chapo, et du PDG d'Eni, Claudio Descalzi. Coral North FLNG est présenté comme une réplique améliorée du projet Coral South FLNG mis en production avec succès fin 2022 (suite notamment à un EPC mis en œuvre par Technip Energies). Il aura une capacité de liquéfaction de gaz de 3,6 millions de tonnes par an (MTPA). Coral North FLNG,

associé à son prédécesseur Coral South, portera la production totale de GNL du Mozambique à plus de 7 MTPA, faisant du pays le troisième plus grand producteur de GNL en Afrique à partir de fin 2028. Le projet est réalisé dans le cadre d'une coentreprise composée d'ENI (50 %), CNPC (20 %), Kogas (10 %), ENH (10 %) et XRG, une filiale d'ADNOC (10 %). ENI est présent au Mozambique depuis 2006. Entre 2011 et 2014, l'entreprise a découvert d'importantes ressources en gaz naturel dans le bassin de Rovuma, dans les réservoirs Coral, Mamba Complex et Agulha, avec environ 2 400 milliards de mètres cubes de gaz en place. Coral South est le premier projet à produire du gaz à partir du bassin de Rovuma et le premier projet de production de LNG au Mozambique. On pourra noter que les annonces officielles qui viennent d'être faites ne listent pas ExxonMobil parmi les partenaires actifs dans Coral North FLNG, à la différence de Coral South FLNG qui appartient à 70% à la société Mozambique Rovuma Venture (MRV), co-entreprise regroupant ExxonMobil, CNPC et ENI.

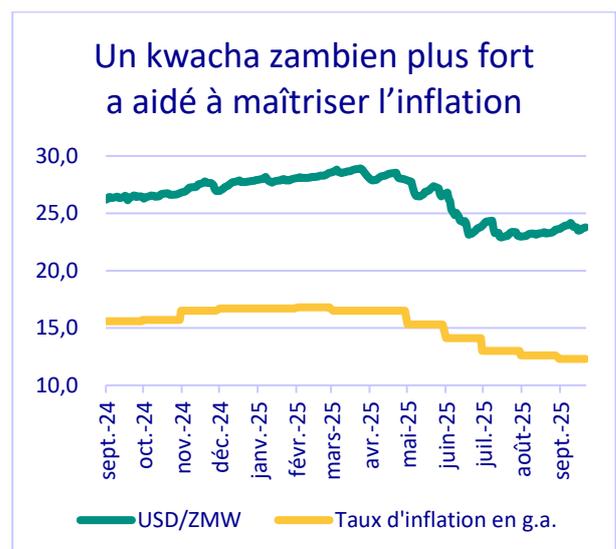
## Zambie

### Afreximbank engage l'arbitrage sur la restructuration de sa dette (Bloomberg)

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a lancé une procédure d'arbitrage contre la Zambie dans un différend sur la restructuration d'un prêt de 50 M USD. La banque revendique un statut de créancier privilégié, tandis que la Zambie demande des conditions plus favorables. Cette affaire pourrait impacter les efforts de restructuration de la Zambie ainsi que ceux d'autres pays africains cherchant un allègement de leur dette. Elle survient alors que la Zambie sert de cas-test pour le Common Framework du G20, mécanisme destiné à aider les pays à faible revenu à restructurer des dettes insoutenables.

### L'inflation ralentit au mois d'août (ZamStats)

Selon l'Agence nationale de statistiques (ZamStats), l'inflation en glissement annuel a atteint 12,3% en septembre, contre 12,6% en août. Ce ralentissement résulte de la baisse des prix des denrées alimentaires (14,6% en glissement annuel, contre 14,9% le mois précédent) et des produits non alimentaires (9,0% en g.a., contre 9,3%). La Zambie, deuxième producteur de cuivre d'Afrique, bénéficie de la hausse du prix du métal ainsi que d'un climat budgétaire plus favorable. Ces facteurs ont conduit à une appréciation du kwacha de 17,3% face au dollar cette année, faisant de la devise la deuxième plus performante du continent parmi celles suivies par Bloomberg. La plupart des observateurs anticipent une baisse du taux directeur lors du prochain comité de politique monétaire de la Banque centrale zambienne, prévu en novembre. La banque centrale prévoit que l'inflation retombera dans sa fourchette cible de 6 à 8% au premier trimestre 2026 et qu'elle atteindra en moyenne 13,3% sur l'ensemble de 2025.



### Confirmation d'une concession chinoise de 30 ans pour le corridor logistique de TAZARA (Tanzanie-Zambie) pour 1,4 Md USD (Business Insider Africa)

Faisant suite à la signature l'année dernière lors du Forum Chine-Afrique (FOCAC) d'un Mémoire d'Entente (MoU) sur le projet de revitalisation du chemin de fer de l'Autorité ferroviaire Tanzanie-Zambie (TAZARA), la Tanzanie, la Chine et la Zambie ont finalisé la semaine dernière la signature d'un accord de 1,4 Md USD. Selon les termes de ce dernier, une concession de 30 ans de type *build, operate, transfer* (BOT) est attribuée à la China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC), une filiale de la China Railway Construction Corporation, une entreprise de construction publique chinoise.

La première phase de 3 ans prévoit une réhabilitation des voies, une modernisation des signalisations et des systèmes de sécurité et une remise à niveau des gares et ateliers. La deuxième phase de 27 ans prévoit l'exploitation du corridor logistique, la maintenance et gestion complète du réseau ferroviaire ainsi que la formation du personnel et l'approvisionnement en matériel roulant. Le plan d'investissement comprendrait notamment 32 locomotives et 762 wagons neufs, la construction d'ateliers de maintenance modernisés et un nouveau système moderne de communication et de signalisation numérique.

Pour rappel, cette ligne de chemin de fer vétuste a été construite dans les années 1970 par la Chine sous l'ère Mao Zedong. Cette ligne a repris une importance accrue ces dernières années alors que les projets de corridors régionaux dans la région, à l'instar de celui de Lobito soutenu par l'Union Européenne et les Etats-Unis, se

multiplient. Cette tendance est liée au rôle de plus en plus central joué par les minéraux stratégiques dans la transition énergétique, notamment le cuivre, dont les pays de la région comme la Zambie possèdent en abondance.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

[jade.plancke@dgtresor.gouv.fr](mailto:jade.plancke@dgtresor.gouv.fr), [nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : [jade.plancke@dgtresor.gouv.fr](mailto:jade.plancke@dgtresor.gouv.fr), [nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr)